

L'Université des Femmes asbl diffuse les savoirs élaborés par et sur les femmes. Par des documents d'analyse mis à disposition via son site, elle souhaite favoriser les interactions entre féminisme et société.

Dans ce cadre, elle met en débat la confrontation entre les mouvements féministes et les grands courants spirituels, religieux ou laïcs.



Texte d'ANALYSE
n°16/2007

Publication: déc. 2007

L'auteure

Connue pour avoir assuré les fonctions de secrétaire générale du Centre pour l'Action laïque de 1994 à 2006, Danielle SCHOONOOGHE a également été membre active du Conseil supérieur de l'Education permanente de la Communauté française.

¹ Isabelle GATTI de GAMOND a poursuivi la lutte entamée par sa mère Zoé, pour un enseignement de qualité. A lancé une revue mensuelle, l'Education de la Femme, et ouvert à Bruxelles en 1864 le premier cours d'éducation pour jeunes filles avec un programme complet d'enseignement secondaire inférieur.

Objet de l'analyse

En Belgique aussi, les femmes ont posé question à la Franc-maçonnerie. Cette société initiatique demande à ses membres de s'engager dans une réflexion personnelle qui rejette tout préjugé de manière à dégager librement, selon sa conscience et sa propre sensibilité, les réponses aux questions que les êtres humains se sont posées de tout temps: d'où venons-nous? qui sommes-nous? où allons-nous?

Cette analyse explore la question de la présence des femmes dans la franc-maçonnerie belge et du lien de cette organisation avec les luttes féministes.

Elle complète utilement les informations rassemblées dans l'Analyse n°15/2007 « Féminisme et franc-maçonnerie » rédigée par Françoise Hecq.

Danielle SCHOONOOGHE

FEMINISME ET FRANC-MAÇONNERIE EN BELGIQUE

INTRODUCTION

Ce texte s'appuie sur «Histoire de la Fédération belge du Droit humain» tome 1 - Des origines à la guerre de 1940-1945, 2ème édition 1984, Editions du Droit Humain, Bruxelles et du tome II (volumes 1 et 2) De 1945 à 1978 Trente-trois ans de maçonnerie, 1982, Editions du Droit humain, Bruxelles.

1. EN BELGIQUE

Il semble qu'Isabelle Gatti de Gamond¹ qui développa dès 1864, à la ville de Bruxelles, l'enseignement moyen supérieur pour les filles, fut la première femme belge initiée. Elle le fut en France peu après 1900. Le Droit Humain² créé en France s'internationalise: en 1902 une loge est créée à Londres, à partir de 1903, il existe des ateliers aux Etats Unis et en 1905 à Amsterdam.

En Belgique, entre 1904 et 1911, bien des débats ont lieu dans les ateliers du Grand Orient² quant à l'accès des temples aux femmes. Alexis Sluys, directeur de l'Ecole Charles BuIs, et Anspach, notamment, soutiendront cette ouverture. Henri Lafontaine, futur prix nobel de la Paix qui dès 1892 avait participé à la création de la première Ligue

² La Fédération belge du Droit humain et le Grand Orient de Belgique sont des loges maçonniques.

³ Vénérable Maître: personne élue par son atelier maçonnique pour en présider les travaux.

féministe belge, annonce dans son atelier qu'il a invité Georges Martin du Droit Humain et qu'il sera accompagné de maçonnes. Cette invitation suscitera une scission dans son atelier et beaucoup de remous.

En 1911, Emile Vinck écrit au Vénérable Maître³ des Amis Philanthropes: *«Ce ne sont pas des gynécées ou des béguinages qu'il nous faut pour nos mères, nos femmes, nos soeurs et nos filles, véritable insulte à leur dignité. C'est l'égalité que nous demandons. Tant pis pour ceux qui considèrent leur mère, leur femme comme des êtres inférieurs et qui tiennent à conserver ce caractère à leur fille. Faisons notre devoir...»*. Les Amis Philanthropes enverront à toutes les loges du Grand Orient un manifeste en faveur de la création de loges mixtes. L'enjeu n'est aucunement d'introduire la mixité dans les ateliers existants du Grand Orient mais de reconnaître le droit à ses membres de participer aux travaux de loges mixtes et de soutenir le principe du droit pour les femmes d'être initiées.

En 1911, ils soutiendront la création du premier atelier du Droit Humain en Belgique qui ouvrira ses travaux en 1912. Ils n'obtiendront pas du Grand Orient que les membres de cette nouvelle loge puisse accéder à leurs locaux et à la veille de la première guerre mondiale, le Grand Maître du Grand Orient confirme l'irrégularité du Droit Humain. En 1920, la majorité des loges du Grand Orient (14 sur 20) confirme leur refus de voir la maçonnerie s'ouvrir aux femmes dont la place est au foyer.

2. DES REVENDICATIONS, DES COMBATS

Afin de dessiner le contexte de l'époque, voyons, en France, quelles sont les revendications portées par le Droit Humain. Le Convent de 1922 affirmait qu'il faut *«laisser de côté le rôle de la femme comme ménagère et voir en elle l'éducatrice du futur citoyen»*. Elle devra y être préparée d'où l'importance que la jeune fille soit initiée à sa future tâche par l'éducation sexuelle, l'étude de la puériculture et de l'hygiène. A la base de l'éducation du futur citoyen est posé le principe de l'éducation commune aux deux sexes. Est réclamée également l'institution de cours d'économie politique et de sociologie initiant la femme aux mécanismes sociaux dans tous les groupements mixtes: ateliers, usines, sociétés et loges du Droit Humain. Il devait en découler logiquement l'admission des femmes dans tous les organismes sociaux, politiques, économiques. La revendication *«à travail égal, salaire égal»* y est formulée.

⁴ convent: parlement de l'obédience où chaque atelier envoie des délégués.

Toujours au cours de ce Convent⁴ de 1922, le rôle social de la femme est mis en évidence en tant qu'institutrice et donc la nécessité de lui donner une formation adéquate. Le vœu y est émis d'admettre

⁵ Louise VAN DUUREN épouse DE CRAENE (1875-1938). Enseignante, féministe, crée en 1930 le «Groupement belge de la Porte ouverte», section belge de l'Open Door International. Son objectif est l'égalité économique pour les femmes. En 1934, elle lance la revue «La travailleuse traquée» et organise avec La Porte Ouverte un meeting de protestation contre les mesures du Gouvernement belge portant atteinte aux droits des travailleuses.

⁶ Germaine HANNEVART (1887-1977). Enseignante, étudie et compare les différents systèmes d'éducation en Europe et aux Etats-Unis et pratique un enseignement ouvert aux méthodes actives. Féministe, elle milite au sein de la Fédération belge des femmes universitaires.

⁷ Alice PELS (1882-1963). Militante socialiste, femme politique. Secrétaire en 1923 du Comité national d'action féminine du POB, rédactrice en chef de la Voix de la femme (précurseur de La Femme prévoyante) et secrétaire de l'Internationale socialiste. Active dans des associations juives, sera incarcérée plusieurs mois en août 1940.

largement les femmes dans les hôpitaux et les dispensaires, de multiplier les postes d'infirmières scolaires surtout dans les centres populeux et de compléter leur action par des visiteuses d'hygiène. L'inspection du travail des femmes et des enfants devrait leur être confiée.

Le Convent de 1923 renouvelle sa recommandation de l'uniformisation des programmes scolaires entre les filles et les garçons et celui de 1924 réclame le droit de vote des femmes désignant même des maçons (femmes et hommes) pour rencontrer le président du Conseil et le Ministre de l'Intérieur afin de leur exposer les conclusions de leurs travaux.

Les travaux des loges en vue de l'émancipation de la femme se traduisent par l'adoption de conclusions par le Convent de 1927.

Il préconise:

- une réforme complète du Code civil pour établir l'égalité parfaite des deux sexes dans le mariage,
- le droit pour les femmes d'être électeur et éligible,
- la reconnaissance de la maternité comme fonction sociale et rétribuée comme telle,
- un enseignement sexuel pré-nuptial et pré-natal afin que les jeunes hommes et femmes aient conscience de leur responsabilité éducative.

En 1923, en Belgique, des francs-maçons du Grand Orient soutiendront la création du deuxième atelier du Droit Humain à Bruxelles. D'autres ateliers se créent et la fédération belge du Droit Humain est constituée en 1928.

A cette époque quelles sont les thématiques des réflexions dans les ateliers? La paix dans le monde, le féminisme, l'enseignement, le symbolisme, l'art, des questions sociales et scientifiques sont abordés.

Entre 1929 et 1933, des ateliers vont progressivement se créer en dehors de Bruxelles, toujours avec le soutien indispensable de maçons du Grand Orient.

En ce qui concerne la situation des femmes, en 1930, la franc-maçonne Louise De Craene-Van Duuren⁵ crée la section belge de la Porte Ouverte dont l'objectif est l'émancipation économique de la femme. Elle revendique un enseignement débouchant sur des activités professionnelles valables pour les filles.

De même la franc-maçonne Germaine Hannevaert⁶ participe activement au Comité des femmes contre la guerre et le fascisme. Au sein des organisations socialistes, la franc-maçonne Alice Pels⁷ gère la Voix des femmes, publication mensuelle de la branche politique du mouvement

socialiste féminin présidé par Isabelle Blume⁸.

⁸ Isabelle GREGOIRE épouse BLUME (1892-1975). Militante socialiste puis communiste, pacifiste, députée. Née dans une famille protestante du Borinage, régente littéraire, devient en 1922 professeure à l'Ecole ouvrière supérieure. Secrétaire nationale des Femmes socialistes, dénonce les conditions de travail des femmes et se bat pour la démocratie conjugale. Députée de Bruxelles, organise en 1936 le Congrès international du Rassemblement universel pour la Paix. A sa mort, est devenue le symbole des grandes causes mondialistes, de l'Espagne au Vietnam, qui ont animé le peuple de gauche.

En 1932, sous la houlette de Louise De Craene, les loges étudient la situation économique de la femme. En 1933, les ressources des ménages sont lourdement entamées par la politique de déflation. Le Parti Ouvrier Belge organise une manifestation de femmes contre cette politique à laquelle de nombreuses franc-maçonnes participeront. En 1934, le chômage est à son maximum. Louise De Craene fonde le journal «La travailleuse traquée» auquel des francs-maçons et des francs-maçonnes du Droit Humain vont activement collaborer. Ensemble, ils dénonceront une proposition de loi visant à limiter le travail des femmes mariées employées ou ouvrières. Le 8 décembre 1934, un arrêté royal autorise le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale à contingenter dans chaque industrie le pourcentage des femmes: elles seront remplacées par des chômeurs. En 1935, un autre arrêté royal réduit le traitement des membres féminins de l'enseignement et celui des agents féminins de l'Etat. Une grande campagne est menée par la Porte Ouverte dont l'objectif est «à travail égal salaire égal». Le Conseil des ministres doit retirer l'arrêté concernant les enseignants. Germaine Hannevert est la porte-parole de seize mouvements féminins auprès du Premier ministre qui finit par abroger les discriminations du personnel féminin dans l'administration et le contingentement de la main-d'oeuvre féminine.

Au niveau politique, la revendication du droit de vote aux élections législatives est toujours portée par le Droit Humain et en particulier par les francs-maçonnes qui se sont engagées sur le terrain politique communal.

Le contrôle des naissances, la sexualité et l'avortement sont des thématiques traitées par de nombreux ateliers.

Dans les années qui précèdent la seconde guerre mondiale, la situation politique est à l'ordre du jour des travaux des ateliers et devient une préoccupation prioritaire par rapport aux revendications féministes: le national-socialisme, le fascisme, la guerre d'Espagne, l'U.R.S.S., la crise économique, le cléricalisme, la situation internationale, la politique extérieure de la Belgique, la paix. Mais les adversaires de la maçonnerie la contraignent à se soucier de sa stratégie de défense. Il faut savoir qu'à cette époque La Libre Belgique soutient une campagne anti-maçonique et qu'elle publie à plusieurs reprises les noms de francs-maçons. Ce sont notamment ces listes qui serviront de base pour l'arrestation sous le régime nazi de nombreux francs-maçons, hommes et femmes.

A partir de 1936, c'est essentiellement cette situation politique qui va mobiliser des franc-maçonnes, notamment, au sein du comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme en s'appuyant sur la

⁹ Germaine DEVALET (1898-1945). Engagée dans de nombreuses œuvres de bienfaisance, assure, après la 1^{ère} guerre, le secrétariat de l'Oeuvre des mairaines du souvenir. Diplômée assistante sociale en 1936, rejoint la Fédération nationale des femmes libérales dont elle devient trésorière. Collabore à la fondation d'une loge maçonnique à Tournai dont elle devient Vénérable Maître. Membre du Groupe belge de la Porte ouverte et de la Fédération des femmes universitaires, finit par quitter le parti libéral en 1938. Rejoint, en 1941, la résistance où elle s'occupe de la presse clandestine, des courriers, des écoutes. Arrêtée en 1943, elle est déportée au camp de Ravensbrück où elle meurt d'épuisement en mars 1945.

publication d'une revue intitulée «Femmes». Ce groupe sera dénoncé par un rexiste (Paul Ouwerx). Cette dénonciation conduira plusieurs franc-maçonnes dont Germaine Devalet⁹, Vénérable Maître à Tournai, en camp de concentration. Elle y mourra en 1945.

En août 1940 l'occupant dissout la franc-maçonnerie.

3. L'APRÈS-GUERRE

A la fin de la guerre, il faudra reconstituer la liste des membres. En effet, dès l'occupation, des responsables du Droit Humain ont décidé de brûler la liste des membres. Il ne sera donc pas possible aux historiens d'établir avec précision quel a été l'impact de la guerre sur les maçons et maçonnes du Droit Humain.

Des questions internes occuperont les travaux des premières années d'après guerre. Celle de l'extériorisation revenant très régulièrement.

La condition des femmes n'a plus occupé le devant de la scène dans les ateliers. Notons toutefois parmi les questions proposées à la réflexion dans tous les ateliers:

- en 1952-53: «la proclamation des droits de l'homme et du citoyen n'a été qu'une étape dans la voie du progrès, nous devons actuellement proclamer le droit humain qui comporte l'égalité intégrale dès deux sexes»,
- en 67-68: «la promotion de la femme dans la société moderne qui indiquera le décalage entre les avancées législatives et l'égalité dans les faits».

Il apparaît qu'entre 1945 et 1978, la thématique femmes a globalement fait l'objet de 5% de l'ensemble des thèmes abordés par les ateliers du Droit Humain. Toutefois les conférences se multiplient au fil des années durant cette période.

Concrètement les questions suivantes sont examinées:

- en 1947: l'émancipation politique, économique et juridique de la femmes
- en 1948: la participation de la femme à l'action syndicale

La condition de la femme dans le couple, l'amour, la maternité est reprise à partir des années 50.

Toutes les facettes de la condition féminine sont progressivement explorées mais ce sont surtout 1968 et les années suivantes qui voient l'explosion de la contestation féministe à laquelle les loges n'échapperont pas.

¹⁰ DOLLE MINA'S: groupe de femmes constitué en 1970 en Flandre (Gand, Anvers, Louvain, Bruges et Ostende) suivant un exemple hollandais, rendu populaire par des actions médiatiques concentrées autour des problèmes familiaux. Ancrées à gauche mais sans lien structurel avec un parti, elles luttent pour plus de crèches et d'aires de jeux, pour des droits égaux pour les femmes et pour le droit à la contraception et l'avortement.

Toutefois, les divers mouvements d'action féministe n'apparaissent presque pas dans les travaux alors qu'avant-guerre des rapports de congrès d'associations féministes sont présentés dans les ateliers. Les informations relatives à la Porte ouverte ne franchissent plus les portes des ateliers. Tout de même une rencontre avec les Dolle mina's¹⁰ a lieu. Les activités de la Famille Heureuse et du comité «A Travail égal salaire égal» y trouvent écho. Mais rien sur le Women's lib américain, sur le M.L.F. français, rien sur les mouvements belges ni sur le Conseil national des femmes ou le G.R.I.F. ... L'intérêt est formulé de manière plus générale: le féminisme, la cause des femmes. Il ne sera question qu'une seule fois de la presse féminine. Les conférences ciblent les problèmes d'actualité et c'est sans doute sous cette forme que les idées développées par les mouvements féministes franchissent les portes du temple.

Il en ainsi de:

- l'égalité juridique (statut de mineure de la femme, son incapacité juridique, modification des régimes matrimoniaux ... il a quant même fallu attendre 1976 pour que la femme mariée ait pleine capacité juridique);
- l'égalité politique,
- la femme au travail (avec le grand dilemme travail extérieur ou éducation des enfants),
- à travail égal, salaire égal (avec la grève de Herstal qui trouve écho en loge),
- l'éducation des filles et culture (mixité et co-éducation, métier choisi et carrière, apport des femmes à la culture),
- la prostitution problème qui préoccupait le Droit Humain avant la guerre, on l'oublie quasi depuis.
- du couple (au-delà de l'institution du mariage on se demande quelle complémentarité entre l'homme et la femme au sein du couple, pourquoi l'homme est le chef de ménage, quelles sont les conditions de la fidélité),
- la sexualité fait l'objet de plusieurs travaux à partir de 1955 avec ses corollaires que sont l'éducation sexuelle, la limitation des naissances et le droit pour les femmes de disposer de leur corps.
- le planning familial: dans les années 50, l'avortement reste un sujet tabou et sa répression est organisée en vertu des crimes et délits contre l'ordre des familles et contre la moralité publique. Les premières conférences semblent encore imprégnées de l'esprit d'avant-guerre et les arguments pour l'assouplissement de la loi n'invoquent que des motifs économiques, sociaux, démographiques. En 1950, un conférencier considère que *«la recherche des moyens anti-conceptionnels dépasse des fins raisonnables. Elle est, dit-il, déterminée par l'égoïsme général: besoin de jouir de la vie sans contrainte, manière d'éviter les responsabilités»*. Il en regrette les conséquences en termes de natalité,

de déséquilibre économique et de diminution de la partie saine et productive de la population. D'autres conférences soutiendront une politique d'eugénisme. Au fil du temps, la priorité à donner à la lutte contre les fléaux et les maladies apparaît.

Dans les années 60, un séminaire va conclure à l'acceptation morale et sociale de la liberté sexuelle associée à un sens des responsabilités tant chez la femme que chez l'homme. Il constate l'insuffisance d'information quant aux moyens contraceptifs et à la nécessité de modifier la loi qui interdit l'information à leur sujet. Il acte la discrimination sociale qui existe autour de ces moyens et insiste sur la nécessité de créer des centres de planning familial. En Belgique rien n'existe alors que, depuis vingt ans, c'est le cas en Hollande et en Angleterre.

Le Droit Humain et une loge en particulier joueront un rôle essentiel. La Fédération belge du Droit Humain décidera en 1962 de la création de la Famille Heureuse et, en 1970, un arrêté royal agréa les centres prématrimoniaux, matrimoniaux et familiaux.

L'avortement constitue un autre enjeu pour les féministes qui a été largement traité en loge dès 1949. Marcel Dieu¹¹ y soutenait ce droit pour les femmes depuis avant guerre. Les projets de loi sont examinés et l'arrestation du Docteur Peers entraînera dans un premier temps seulement l'autorisation d'information sur les moyens contraceptifs. Il faudra attendre 1990 pour que la loi autorisant l'I.V.G. (interruption volontaire de grossesse) soit adoptée.

Trois tomes très intéressants relatifs à l'histoire de la Fédération belge du Droit Humain en Belgique nous ont permis de retracer le croisement des combats féministes avec les travaux de ses ateliers. Cette histoire recensée se termine en 1978. Après cette date, nous pouvons témoigner, Françoise Hecq et moi-même, de manière directe que les questions relatives aux droits des femmes constituent un centre d'intérêt marginal au sein du Droit Humain.

4. LE DROIT HUMAIN ET LA MIXITE

Le projet initial du Droit Humain était bien de permettre à des hommes et des femmes de travailler ensemble au progrès de l'humanité. Que pouvons-nous dire de cette mixité actuellement?

En fait la fédération belge du Droit Humain regroupe actuellement 96 loges et environ 6500 maçons dont 31% sont des hommes.

¹¹ Marcel DIEU
(pseudonyme Henri Dieu ou
Hem Day) - 1902-1969.
Anarchiste belge, libraire et
historien.

5. LA GRANDE LOGE FÉMININE DE BELGIQUE

En 1974, se crée la première loge féminine en Belgique. La Grande Loge Féminine de Belgique constitue une obédience depuis 1981. Elle a été créée à l'initiative de maçons du Grand Orient qui trouvaient que les femmes connaîtraient un épanouissement plus grand dans une maçonnerie purement féminine. Elle réunit à ce jour 35 loges qui regroupent 1750 maçonnes.

Nous la connaissons mal. Elle veut renouer avec les grandes traditions initiatiques féminines dont les plus anciennes se retrouvent en Egypte dans les mystères isiaques (Isis) qui se répandirent dans tout le bassin méditerranéen. Le travail symbolique semble y être privilégié. Cet ordre paraît considérer que l'initiation féminine et le féminisme ne s'adressent pas au même plan de l'être. Dans son livre «La renaissance de l'initiation féminine», Suzanne Séchath est très explicite: *«le féminisme, défini comme un mouvement sociopolitique, comme une volonté de revanche de la femme sur l'homme, nous semble antiinitiatique»*.

6. EN CONCLUSION

Nous pouvons constater que les combats pour l'émancipation des femmes ont largement été portés par des franc-maçonnes et des francs-maçons. Toutefois, c'est bien au travers de leurs engagements dans des associations spécifiques, qu'elles ont parfois été créées, et/ou dans les partis politiques que les franc-maçonnes se sont donnés les moyens d'action. Notons une évolution du rôle de la franc-maçonnerie. A la création du Droit Humain, il est évident que les réflexions se construisent dans les ateliers qui sont des lieux de mise à l'épreuve de conceptions nouvelles de la société.

Au fil de l'histoire, il semble bien que les lieux de conception de nouvelles pratiques se soient déplacés et que les questions relatives à la condition de la femme ne constituent qu'un élément très marginal du travail des ateliers. Pourquoi? Au début du 20ème siècle, les premiers ateliers étaient constitués de grands intellectuels, hommes et femmes, dont un nombre certain étaient engagés dans des associations porteuses d'enjeux d'émancipation et d'égalité. Ils étaient aussi très actifs dans le travail de communication dans le cadre de congrès, souvent internationaux, de rédaction et de diffusion d'articles dans des revues qu'ils portaient à bout de bras.

Actuellement, les membres du Droit Humain font davantage partie de la moyenne bourgeoisie qui assure de manière moins évidente les allers-retours entre des engagements dans le monde profane et les réflexions

assurées dans les ateliers. Il faut reconnaître que les lieux de réflexion se sont professionnalisés dans les partis, les syndicats, les cercles d'excellence, les associations... sous couvert de compétence et de nécessité technique.

Nous sommes de ceux et celles qui regrettons l'abandon de cette fonction de laboratoire d'idées parce que la maçonnerie est en position de produire une liberté de pensée et d'action et est en mesure d'ouvrir des perspectives nouvelles. La maçonnerie est un espace sans doute unique où des hommes et des femmes viennent uniquement pour échanger des paroles. Sans but si ce n'est celui de l'authenticité personnelle des propos. Nous sommes convaincues qu'à l'heure actuelle, la maçonnerie passe à côté de possibilités et de richesses en gestation.

D'autant que dès sa constitution le Droit Humain est porteur d'un projet de société égalitaire. Il se caractérise toujours aujourd'hui comme étant attaché à la mixité conçue comme une parfaite égalité des droits et des devoirs, tant au sein de la Loge que dans la société civile et par le désir de voir la réflexion maçonnique se prolonger hors du temple afin que chaque maçon assume pleinement ses responsabilités dans la recherche de solutions aux problèmes de notre temps.

Le désengagement peut se manifester par un retrait dans le travail symbolique. Les interprétations symboliques nourrissent une recherche spirituelle, un aspect du travail maçonnique dont nous ne nions pas l'intérêt mais qui peut détourner de l'examen des affaires du monde, des relations entre femmes et hommes. En réalité, il y a souvent une tension entre les deux tendances, symbolisme et préoccupations profanes. Mais d'une manière générale, même dans les ateliers plus ouverts, l'intérêt pour les questions spécifiques des femmes, pour les études féministes, pour les grands débats qui traversent les mouvements de femmes, reste marginal.

La maçonnerie est à l'image de la société profane, individualiste, méfiante à l'égard des idéologies et réfractaire à l'engagement militant. Sans doute faudrait-il que l'image des femmes change encore en maçonnerie également et qu'elles développent la volonté d'y expliciter leurs idées, leurs expériences et engagements qui sont souvent bien réels mais tellement discrets.

Texte rédigé à l'occasion de la conférence-rencontre «FEMINISME ET FRANC-MAÇONNERIE», dialogue entre Françoise HECQ et Danielle SCHOONOOGHE, organisée le 24 avril 2007 à Bruxelles par l'Université des Femmes asbl.

DOCUMENTS BIBLIOGRAPHIQUES

disponibles à la Bibliothèque Léonie La Fontaine de l'Université des Femmes

- Ce que veulent les femmes: articles et conférences de 1869 à 1894, DERAISMES Maria, Paris : Syros, 1980, 143 p.
- Comment la Franc-Maçonnerie vint aux femmes. Deux siècles de Franc-maçonnerie d'adoption féminine et mixte en France - 1740-1940, HIVERT-MESSECA Gisèle ; HIVERT-MESSECA Yves, Paris : Dervy, 1997, 390 p.
- De gauche, féministes et maçonnes: entretien, HECQ Françoise ; KRUYEN Françoise in : Cahiers marxistes, n°193, 02/1994, pp. 123-132
- Dictionnaire des femmes belges – XIX^e et XX^e siècles, sous la direction d'Eliane GUBIN, Bruxelles : Racine, 2006
- Femmes et féminin en loge maçonnique masculine, DUPIN-BENESSE Marie-Paule in : L'Esprit du temps, n°3, 1998, pp. 17-27
- Femmes pour la paix: une «nébuleuse» laïque, GOTOVITCH José in : Cahiers marxistes, n°193, 02/1994, pp. 29-37
- Franc-maçonnerie, République et exclusion des femmes in: La démocratie "à la française" ou les femmes indésirables, sous la direction d'Eliane Viennot, GASPARD Françoise, Paris : CEDREF / Université Paris 7 - Denis Diderot, 1996, («Cahiers du Cedref»), pp. 62-75
- Henri La Fontaine et l'ordre maçonnique mixte international le Droit Humain, La Fontaine, franc-maçon et féministe in: Cent ans de l'Office International de Bibliographie, BRUWIER Marinette, Mons : Mundaneum, 1995, pp. 113-135
- Henri La Fontaine, un Prix Nobel de la Paix [1854-1943]: tracés d'une vie, Mons : Mundaneum, 2002, 120 p.
- La femme et la Franc-maçonnerie, in: Femmes Libertés Laïcité, sous la direction de Yolande Mendes da Costa et Anne Morelli, SCHOUTERS-DECROLY Lucette, Bruxelles : Université de Bruxelles / Institut de Sociologie, 1989, pp. 71-84
- Les sociétés secrètes féminines, MONESTIER Marianne, Paris : Les Productions de Paris, 1963, 265 p.
- L'initiation des femmes ou le souci permanent des francs-maçons français, JUPEAU RÉQUILLARD Françoise, Monaco : Editions du Rocher, 2000, 316 p.
- Madeleine Pelletier (1874-1939): Logique et infortunes d'un combat pour l'égalité, BARD Christine (dir.), Paris : Côté-Femmes, 1992, 209 p.
- Madeleine Pelletier, une féministe dans l'arène politique ou la vie originale et tragique d'une femme qui, ayant tenté de s'imposer comme médecin, anthropologue, aliéniste, libertaire, franc-maçonne, socialiste, communiste, antifasciste et néo-malthusienne, finit ses jours, solitaire et oubliée, à l'asile de Perray-Vaucluse, MAIGNIEN Claude; SOWERWINE Charles, Paris: Editions Ouvrières, 1992, 250p.
- Militantisme et identité sexuelle: la carrière politique et l'oeuvre théorique de Madeleine Pelletier (1874-1939), SOWERWINE Charles in : Le Mouvement Social, n°157, oct.-déc. 1991, pp. 9-32